

Spécial colloque



LARGOTEC'INFOS

Laboratoire de recherche sur la gouvernance publique, territoire et communication

Décembre 2007, n°3

ÉDITORIAL

Pourquoi un colloque consacré à « la gouvernance des sociétés contemporaines au regard des mutations de la normativité » ?

Parce que l'analyse de la normativité d'une société que l'on définira ici comme sa capacité à générer et à accepter des normes semble un bon point d'observation pour étudier les transformations éventuelles dans la manière de gouverner (la gouvernementalité) et dans la capacité d'une société à être gouvernée et/ou à se gouverner (la gouvernabilité) que sert souvent à désigner l'usage contemporain de la notion de gouvernance. Les normes apparaissent en effet comme un moyen de « gouverner les conduites » pour reprendre une formule de Michel Foucault mais au-delà elles participent aussi de la légitimité même du pouvoir. Il y a ainsi un lien étroit entre normativité et gouvernabilité : une société est-elle gouvernable si son degré de normativité, d'acceptation de la norme, est faible ? À l'inverse, comment gouverner une société dans un contexte de faible normativité, qui reste d'ailleurs à démontrer. Quels sont les types de normes susceptibles d'être produits ? Assiste-t-on à une créativité normative d'un genre particulier ? Sont-ce ces mutations que sert à désigner aujourd'hui la notion de gouvernance ? Nous sommes là au cœur de notre interrogation sur la gouvernance des sociétés contemporaines. Celles-ci sont-elles gouvernables et si oui, comment ? Assiste-t-on à un changement en profondeur dans ce domaine où nous inscrivons nous plus simplement dans le long processus historique initié au XVII^{ème} (au moins !) de rationalisation du pouvoir ?

Pour tenter d'éclairer ces différentes hypothèses, nous nous interrogerons lors de ce colloque sur **la possibilité même de la gouvernabilité** (jeudi), sur **les éventuelles mutations en cours de la normativité** (vendredi) et sur **les instruments de la gouvernementalité** (samedi).

Aborder ou même simplement effleurer de telles questions implique la mobilisation d'une communauté scientifique pluraliste tant dans ses champs disciplinaires que dans ses hypothèses de recherche. Tel est le choix que nous avons fait pour ce colloque. En ce sens, il constitue une date importante dans notre agenda de recherche qui en appelle beaucoup d'autres...

Je vous dis donc à tous « bienvenue » et je vous souhaite un excellent colloque !

Yves Palau, Directeur du LARGOTEC

LE PROGRAMME DU COLLOQUE

« LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES AU REGARD DES MUTATIONS DE LA NORMATIVITÉ »

13, 14 ET 15 DÉCEMBRE 2007

La problématique centrale du colloque est la suivante : de quelle manière les mutations de la normativité modifient-elles les conditions de possibilité de la gouvernabilité et/ou les modes d'exercice de la gouvernementalité ? Réciproquement, de quelle manière les transformations de la gouvernabilité et/ou des modes d'exercice de la gouvernementalité modifient-elles les conditions de possibilité de la normativité ?

Jeudi 13 décembre

9h00 : Accueil

Ouverture du colloque

9h30 : Allocutions de bienvenue

- de Madame Simone Bonnafous, présidente de l'Université Paris XII
- de Madame le Recteur Josiane Attuel, doyen de la Faculté d'AEI, LARGOTEC

9h45 : Présentation des objectifs théoriques du colloque par Yves Palau, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN

1^{ère} séance : Mutations de la normativité et gouvernance : une gouvernabilité impossible ?

Président : Pierre Vercauteren, LARGOTEC, Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM), Académie Universitaire Louvain, REGIMEN

Discutant : Yves Palau, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN

10h00 – 10h45 : Communications

- ✓ « *Crise ou absence de la normativité sociale ? Retour sur la conception de l'évolution et du fonctionnement des systèmes sociaux de N. Luhmann à la lumière de la sociologie et de l'anthropologie contemporaine* », Emmanuel d'Hombres, UMR REHSEIS, Paris 7
- ✓ « *Norme et gouvernementalité chez Michel Foucault : le rôle de la norme dans les pratiques gouvernementales modernes* », Alexandre MacMillan, département de communication, Université de Montréal
- ✓ « *Gouvernance et Gouvernementalité* », Bastien Sibille, Chaire du Canada en Citoyenneté et Gouvernance (CCCG) et Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS)

10h45-11h30 : Intervention du discutant et débat

11h30-11h45 : Pause

11h45-12h15 : Communications

- ✓ « *Mutations de la normativité et transformations du droit* », Vincent de Briant, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN
- ✓ « *La gouvernabilité, entre mutations de la normativité et perte de normativité* », Yves Bonny, laboratoire ESO (UMR 6590), Université Rennes 2

12h15-13h00 : Intervention du discutant et débat

13h00-14h30 : Déjeuner

14h30 : Reprise des travaux

Présidente : Brigitte Piquard, Oxford Brookes University et Université Paris XII, LARGOTEC, REGIMEN

Discutante : Sophia Mappa, LARGOTEC, Université Paris XII, Forum de Delphes

14h30 – 15h15 : Communications

- ✓ « *Formes du mécontentement et gestion sociale* », Khosro Maleki, ERASE, (2L2S), Université de Metz,
- ✓ « *Au-delà de l'éthique procédurale pour une meilleure gouvernance* », Noël Simard, centre d'éthique, Université Saint Paul, Ottawa
- ✓ « *Démocratie et vérité : vers une normativité à fond perdu...?"* », Pierre Henri Chalvidan, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN

15h15-16h00 : Intervention du discutant et débat

16h00-16h15 : Pause

16h15-16h45 : Communications

- ✓ « *Gouvernance et normativité* », Pierre Vercauteren, LARGOTEC, Facultés Universitaires Catholiques de Mons (FUCaM), Académie Universitaire Louvain, REGIMEN
- ✓ « *Éthique, lobbying et gouvernance : un trio compatible?* » (titre provisoire), Clinton Archibald, centre d'éthique, Université Saint-Paul, Ottawa

16h45-17h30 : Intervention du discutant et débat

17h30 : Suspension des travaux

Vendredi 14 décembre

9h00 : Accueil

2^{ème} séance : Mutations de la normativité, mutations de la gouvernabilité : analyses internationales comparées

Président : Marc Hufty, institut universitaire d'études du développement, Genève

Discutante : Corinne Labbouz, LARGOTEC, Université Paris XII, CL Axes Management

9h30 – 10h30 : Communications

- ✓ « *Gouvernance et pluralisme juridique : articuler gouvernance mondiale et pratiques locales* », Caroline Plançon, LAJP (Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris), Université Paris 1

- ✓ « *La normativité en période de crise : le cas des États Africains* », Losseni Cissé, LARGOTEC, Université Paris XII
- ✓ « *Crise de gouvernabilité en Europe et en Afrique* » Sophia Mappa, LARGOTEC, Université Paris XII, Forum de Delphes
- ✓ « *Gouvernance et réseaux épistémiques : le cas de la politique de décentralisation au Chili* », Caroline Gutierrez, doctorante en science politique et ATER au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) et Bastien Sibille

10h30-11h15 : Intervention du discutant et débat

11h15-11h30 : Pause

11h30-12h00 : Communications

- ✓ « *Les ambiguïtés de la gouvernance judiciaire. Autorégulation et qualité dans le Ministère public belge* », Joël Ficet, centre de recherche et d'intervention sociologiques (CRIS), Université de Liège
- ✓ « *La norme et ses pluriels* », Pierre Verjans, Université de Liège, REGIMEN

12h00-12h45 : Intervention du discutant et débat

12h45 – 14h00 : Déjeuner

14h15 : Reprise des travaux

Président : Philippe J. Maarek, LARGOTEC, Université Paris XII

Discutante : Christine Houter, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN

14h15-15h00 : communications

- ✓ « *L'administration publique fédérale canadienne et les mutations de la normativité : vers une reconfiguration postmoderne de la gouvernementalité au Canada ?* » Christian Rouillard et Nathalie Boudreau, Chaire de recherche du Canada en gouvernance et gestion publique, École d'études politiques, Université d'Ottawa
- ✓ « *La Charte montréalaise des droits et responsabilités des citoyens : un cas de gouvernance décentrée des droits de la personne dans la ville.* », Lucie Lamarche, chaire Gordon F Henderson en droits de la personne, Faculté de Droit, Université d'Ottawa
- ✓ « *Normativité, vérité et justice. Le courant postmoderne dans les transformations judiciaires de la norme d'égalité : l'exemple de la Cour suprême du Canada* », Hélène Tessier, programme d'études de conflit, Université Saint-Paul, Ottawa

15h00 -15h45 : Intervention du discutant et débat

15h45-16h00 : pause

16h00-16h30 : Communications

- ✓ « *Bonne gouvernance d'entreprise et nouvelle normativité* », Christian Simon, LARGOTEC, Université Paris XII
- ✓ « *La normativité entre efficacité politique et proximité démocratique. La question de la subsidiarité dans le droit de l'Union européenne* », Julien Barroche, Institut d'études politiques de Paris

16h30-17h15 : Intervention du discutant et débat

17h15 : Suspension des travaux

Samedi 15 décembre

9h00 : Accueil

3^{ème} séance : Mutations de la normativité : les instruments de la gouvernementalité

Président : Christian Rouillard, Chaire de recherche du Canada en gouvernance et gestion publique, École d'études politiques, Université d'Ottawa

Discutant : Pierre Henri Chalvidan, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN

9h30 – 10h30 : Communications

- ✓ « *Normativité et communication publique sur le sida, une gouvernance de l'intime* », Audrey Sitbon, CERMES, Centre de recherche médecine, science, santé et société CNRS UMR8169 - INSERM U750
- ✓ « *L'évolution des normes de l'emploi* », Dominique Glaymann, LARGOTEC, Université Paris XII et Centre Pierre Naville, Université d'Évry
- ✓ « *La gouvernance à l'épreuve de l'environnement. L'édification d'un corpus normatif hybride de prise en compte de l'environnement dans et par la Sphère du produire* », Ariane Debourdeau, LASAP, Université de La Rochelle
- ✓ « *La régulation démocratique des normes sociales et environnementales face à la gouvernance néo-libérale* », Thierry Brugvin, LARGOTEC, Université de Besançon

10h30-11h15 : Intervention du discutant et débat

11h15-11h30 : Pause

11h30-12h15 : Communications

- ✓ "La gouvernance internet, un cas d'école pour la normativité contemporaine", Françoise Massit-Folléa (ENS-LSH Lyon) et Marie-Cécile Naves (FMSH Paris), Programme Vox Internet II
- ✓ « *Gouvernance ou efficacité du système d'assurance maladie* », Maurice Pierre Planel, LARGOTEC, Université Paris XII
- ✓ "La déclinaison de la norme dans le pilotage des organisations publiques: le cas de la mise en œuvre de la loi organique relative à l'organisation des lois de finances du 1er août 2001.", Alain Billon, LARGOTEC, Université Paris XII

12h15-13h00 : intervention du discutant et débat

13h00-14h15 : déjeuner

14h15 : Reprise des travaux

Présidente : Chantal Delsol, Espaces Éthiques et Politiques - Institut Hannah Arendt, Université de Marne-la-Vallée, REGIMEN

Discutant : Vincent de Briant, LARGOTEC, Université Paris XII, REGIMEN

14h15- 15h00 : Communications

- ✓ « *Sécuriser le droit pour mieux gouverner les conduites : les enjeux socio-politiques de la promotion de la sécurité juridique* », Rachel Vanneville, chargée de recherche CERAPS-CNRS- Université de Lille 2
- ✓ « *Entre clôture et intégration. La gouvernance de l'enseignement supérieur en question* », Jérôme Aust, chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre de sociologie des organisations, CNRS/Sciences Po
- ✓ "*La hiérarchie des normes, outil de gouvernance : exemple de la gestion par le ministère de l'Education nationale de l'enseignement privé sous contrat avec l'Etat*", Patrick Allal, magistrat, sous-directeur de l'enseignement privé au ministère de l'Education nationale, LARGOTEC, Université Paris XII,

15h00-15h45 : Intervention du discutant et débat

15h45-16h00 : Pause

16h00-16h30 : Communications

- ✓ « *Les mutations d'une société locale au regard de la gouvernance* », Olivier Gautier, CRAPE/CNRS/UMR 6051 et Université de Rennes 2
- ✓ « *De la norme planificatrice à la norme co-productrice : les instruments de l'action publique face à l'incertitude* », Yann Ferguson, Centre d'étude et de recherche, travail, organisation, pouvoir (CERTOP-UMR 5044-CNRS)

16h30-17h15 : Intervention du discutant et débat

17h15 : Clôture du colloque par Pierre-Henri Chalvidan,

Comité scientifique :

Yves **Déloye**, politologue, professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, secrétaire général de l'Association française de science politique

Chantal **Delsol**, philosophe du politique, professeur à l'Université de Marne-la-Vallée

Jean-Pierre **Durand**, sociologue, professeur à l'Université d'Évry, directeur du Centre Pierre Naville

Altan **Gokalp**, anthropologue, directeur de recherche au CNRS

Isabelle **de Lamberterie**, juriste, directrice de recherche au CNRS, directrice scientifique adjointe du département des sciences humaines et sociales du CNRS

Brigitte **Piquard**, politologue, Senior Lecturer à Oxford Brookes University, Royaume Uni

Noël **Simard**, philosophe, professeur à l'Université Saint Paul, directeur du centre d'éthique de l'université, Ottawa, Canada

Pierre **Vercauteren**, politologue, professeur aux Facultés universitaires catholiques de Mons, Belgique

LES AUTEURS DES COMMUNICATIONS

Patrick ALLAL qui est Magistrat administratif a été sous-préfet, chargé de mission au Secrétariat général du Gouvernement, conseiller juridique au ministère de l'agriculture, sous-directeur au ministère de la santé puis de l'éducation nationale. Son parcours varié dans l'administration lui a donné l'occasion de voir comment les différents acteurs institutionnels s'approprièrent la norme de droit pour l'exercice de la gouvernance du secteur dont ils ont la charge.

Clinton ARCHIBALD enseigne l'éthique publique à l'Université St-Paul à Ottawa (Canada). Il a publié plusieurs livres dont *Assistés sociaux Inc. : lobby et démocratie libérale*, résultat d'une recherche des pratiques comparées du marchandage et de l'influence politiques. Il prépare actuellement un manuscrit sur les relations majorités-minorités dans les sociétés pluralistes.

Jérôme AUST est chargé de recherche FNSP au Centre de sociologie des organisations (Sciences Po/CNRS). Sa thèse, en prenant le cas des politiques d'implantation universitaire, interroge le changement dans l'action publique depuis les débuts de la V^e République. Il travaille actuellement sur la mise en place des pôles de recherche et d'enseignement supérieur et sur l'évolution des politiques de recherche en France et en Grande-Bretagne.

Julien BARROCHE est diplômé de l'IEP de Rennes et de l'EHESS. Il est titulaire du DEA de pensée politique de Sciences Po ainsi que d'une maîtrise de droit public (Université Paris I). Allocataire-moniteur à l'IEP de Paris (2004-2007) puis ATER à l'Université Paris XII (2007-2008), il prépare une thèse de théorie politique sur le principe de subsidiarité.

Yves BONNY est Maître de conférences en sociologie à l'Université Rennes 2, directeur adjoint du laboratoire RESO et membre du Groupe interuniversitaire d'étude de la postmodernité (Montréal), qui publie la revue *Société*. Ses recherches portent sur l'épistémologie et la théorie sociologique générale, la sociologie historique et politique, les théories de la modernité et de la postmodernité. Il a notamment publié *Sociologie du temps présent : Modernité avancée ou postmodernité ?* (Armand Colin, 2004).

Nathalie BOUDREAU est étudiante à la Maîtrise ès arts en administration publique à l'Université d'Ottawa et chercheure associée au Centre d'analyse des réformes politiques et administratives (CARPA). Ses intérêts de recherche se rapportent aux réformes administratives dans le contexte fédéral, à la modernisation de la gestion publique et la gouvernance démocratique.

Thierry BRUGVIN est docteur en sociologie politique. Ses recherches portent sur l'action des mouvements sociaux transnationaux dans la régulation démocratique du travail, du commerce éthique et équitable, ainsi que sur l'influence illégale et non démocratique des pouvoirs économiques internationaux sur le pouvoir politique.

Losséni CISSE est Juge d'instruction en Côte d'Ivoire. Spécialiste de la Justice internationale, il est titulaire d'un Master en Gestion de l'Humanitaire et diplômé de la Fonction Publique Internationale de l'ONU. Il est actuellement Doctorant en Droit à l'Université Paris 12 sous la direction de Pierre Henri CHALVIDAN. Son sujet de sa thèse est : « *L'État de droit, la Sécurité et les Élections en situation de post conflit* ».

Ariane DEBOURDEAU a consacré sa thèse de doctorat de science politique à la prise en compte de l'environnement dans la « Sphère du produire » *via* l'étude de la normalisation de l'environnement par des dispositifs sociotechniques en réseaux et des formes d'engagements qui en émergent. Chercheuse associée au Centre de Sociologie de l'Innovation (ENSMP), elle poursuit ses recherches, situées à la confluence de la science politique et de la sociologie des marchés.

Olivier GAUTIER est doctorant en science politique au CRAPE et à l'Université de Rennes 1. Il travaille notamment sur les transformations de la vie politique locale, les formes et les registres de l'action territoriale et leurs effets sur l'exercice du métier politique.

Dominique GLAYMANN est Docteur en sociologie, il est membre du LARGOTEC et chercheur associé au Centre Pierre Naville (Université d'Évry). Il enseigne la socio-économie en tant que PRCE à l'Université Paris XII. Ses recherches portent sur le fonctionnement du système d'emploi et notamment sur la précarité (intérim) et le « quasi-salariat » (stages, travail des sans-papiers). Il a notamment publié *La vie en intérim* (Fayard, 2005) et *L'Intérim* (La Découverte, 2007).

Carolina GUTIÉRREZ est doctorante et ATER en science politique au CERAPS – UMR CNRS 8026, Université de Lille 2. Elle travaille une thèse sur les réseaux nationaux et transnationaux qui ont élaboré et mis en place la politique de décentralisation chilienne; par l'étude du processus de transfert des instruments de la décentralisation française. Elle a publié « Las relaciones entre lo político y el proceso de descentralización en Chile » (2005) in Vidal Beltrán, J.M. Prats Català, J. (ed.) *Gobernanza. Diálogo euro-iberoamericano* (Madrid: INAP-Colex) et «Las interferencias-relaciones entre campos y la política de Descentralización en Chile» (2006) in De Cea, M., Garate, M. (ed.), *¿Qué tipos de nexos para qué tipo de políticas?: Estudio comparado en diversos campos de intervención pública en Chile* (Santiago : Editorial Universidad Bolivariana).

Marc HUFTY est professeur à l'IUED (Genève). Politologue, ses travaux portent sur la gouvernance et les politiques publiques appliquées à la conservation de la biodiversité, à la santé et aux mouvements sociaux. Il a travaillé ou enseigné à Madagascar, en Argentine, en Bolivie, au Pérou, au Nicaragua. Parmi ses publications figurent : Hufty, M. et al. (éd.) *Jeux de gouvernance*, Karthala/IUED, 2007; M. de la Fuente et M. Hufty (éds.) *Movimientos Sociales y Ciudadanía*, Plural, 2007.

Lucie LAMARCHE est membre du Barreau du Québec et professeure à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, Canada, où elle détient la Chaire Gordon F. Henderson en droits de la personne.

Docteure en droit international de l'Université libre de Bruxelles (1994), elle est aussi *Fellow* Jean Monnet de l'Institut universitaire européen (Florence, 1999). Lucie Lamarche a dirigé le Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM) alors qu'elle occupait un poste de professeure à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal, Canada.

Philippe J. MAAREK est Docteur d'État en Science Politique, Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Paris 12, où il est cofondateur et ancien Directeur du Département de Communication Politique et Publique. Directeur du Centre d'Études Comparées en Communication Politique et Publique (CECCOPOP), l'une des deux branches du LARGOTEC, il en est l'un des Directeurs Adjoints.

Il préside la Section de Recherches en Communication Politique de l'Association Internationale de Recherches en Information et Communication (AIERI/IAMCR) après avoir présidé la Comité de Recherche similaire de l'Association Internationale de Science Politique (AISP/IPSA).

Parmi ses publications, figure notamment « *Communication et Marketing de l'Homme Politique* », dont la 3^e édition est parue courant 2007 chez Litec/LexisNexis et qui a été traduit en anglais et en espagnol.

Alexandre MACMILLAN est doctorant au programme conjoint en communication de l'Université de Montréal, M.A. en science politique (SFU). Sa thèse porte sur les représentations du Japon en France du 16^e au 19^e siècle, et les modalités de la relation franco-japonaise. Membre du laboratoire en empirisme radical dirigé par Brian Massumi, ses intérêts de recherche touchent à l'intersection des discours et du pouvoir, ainsi qu'aux théories de la modernisation et le libéralisme français.

Khosro **MALEKI** est docteur en sociologie.

Il est chercheur à l'ERASE (2L2S), à l'Université de Metz, et s'intéresse aux méthodes quantitatives et aux actions collectives.

Sophia MAPPA est Docteur en histoire et habilitée à diriger des recherches en sciences sociales.

Elle dirige le Forum de Delphes et est professeure associée et chercheur au LARGOTEC à l'université Paris 12.

Elle mène des travaux sur les relations internationales et, plus particulièrement, sur les politiques occidentales de coopération au développement, à travers notamment l'analyse des différences socioculturelles entre l'Occident qui conçoit ces politiques et les bénéficiaires de ces dernières. Ses domaines privilégiés de recherche sont le rapport au savoir et le rapport au pouvoir en Europe et en Afrique.

Pour une liste de ses publications, voir www.forumdedelphes.org

Françoise MASSIT-FOLLÉA est agrégée de Lettres modernes, elle est enseignante chercheuse en sciences de l'information et de la communication à l'École Normale Supérieure de Lettres et Sciences humaines, responsable scientifique du programme Vox Internet II (soutenu par l'ANR).

Elle a été pendant 3 ans conseiller au département « Nouvelles technologies pour la société » du ministère délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

Membre associée du Laboratoire C2SO (Communication, Culture et Société) de l'ENS-LSH, elle consacre ses recherches à la dimension socio-politique des technologies de l'information et de la communication : usages, régulations techniques et juridiques, gouvernance de l'internet.

Elle est également membre titulaire du Comité Technique Radiophonique de Paris au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et membre du Comité Information et Communication et du Conseil du Programme Information pour Tous à la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Marie-Cécile NAVES est chargée de recherche à la MSH Paris, dans le cadre du programme de recherche *Vox Internet II*.

Docteur en Science politique, elle est également chargée de cours en communication et en sociologie à Paris VIII et XII.

Ses thèmes de recherche portent sur l'analyse des discours, la sociologie des intellectuels, le multiculturalisme, le communautarisme.

Elle a notamment co-dirigé l'ouvrage collectif *Travailler avec Michel Foucault. Retours sur le politique*, Paris, L'Harmattan, 2005 (avec Sylvain Meyet et Thomas Ribémont).

Caroline PLANÇON est juriste de droit public.

Sa recherche doctorale au Laboratoire d'anthropologie juridique Université Paris 1, consacrée aux questions foncières au Canada, en France et au Sénégal, engageait une réflexion relative aux processus d'élaboration des cultures juridiques et à la légitimité du droit applicable.

Ses travaux actuels articulent les processus de décentralisation, notamment en Afrique, et la gestion des terres et des ressources naturelles en s'interrogeant sur les montages juridiques de propriété foncière relevant de cultures juridiques différentes.

Christian ROUILLARD est professeur agrégé à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa où il est responsable des études de maîtrise et de doctorat en administration publique. Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en gouvernance et gestion publique (CRCGP) et directeur du Centre d'analyse des réformes politiques et administratives (CARPA). Rédacteur en chef de *Revue gouvernance*. Ses intérêts de recherche touchent la gouvernance démocratique et la modernisation de la gestion publique, incluant l'étude des phénomènes de pouvoir dans les organisations bureaucratiques, les réformes administratives, la réduction des effectifs et les partenariats public-privé (PPP).

Christian SIMON est avocat et expert comptable et enseigne la comptabilité et la gestion à l'UFR AEI de l'Université Paris XII Val de Marne dans les niveaux de L2 à M2. Il est agrégé d'économie et de gestion et titulaire d'un DEA en Sciences de gestion, et actuellement doctorant. Ses travaux portent principalement sur la normalisation comptable internationale (référentiel IFRS) et leur impact sur l'organisation de l'entreprise et sur la prise de décision.

Il a effectué plusieurs communications dans des colloques nationaux et internationaux et a publié des articles dans des revues françaises et étrangères.

Noël SIMARD, D.Th. est professeur de théologie morale et de bioéthique à la Faculté de théologie de l'Université Saint-Paul de même que directeur du Centre d'éthique de la même université. Ses sujets d'intérêt et de recherche sont liés à l'éthique médicale, spécialement les décisions en fin de vie, aux liens entre l'éthique des affaires et les soins de santé, de même qu'à l'éthique publique. Il est membre de plusieurs associations et comités de bioéthique tant au plan national qu'international.

Dans le domaine de l'éthique publique, il a fait de nombreuses présentations sur des sujets tels que la mondialisation et le développement, les accommodements raisonnables, «*The erosion of ethical conduct in governments and corporations* », «*Comment développer une culture en éthique et rehausser les standards éthiques dans les gouvernements et les entreprises* ». Du 24 au 26 septembre 2004, à Ottawa, il présidait le premier symposium national en éthique publique sur les valeurs, l'éthique et le secteur public: comment servir l'intérêt public.

Hélène TESSIER est professeure au programme d'études de conflits de l'Université Saint Paul à Ottawa (Canada). Elle est avocate, membre du Barreau du Québec et détentrice d'un D.E.A. en histoire des institutions et faits sociaux de l'Université de Grenoble.

Elle est également psychanalyste et détentrice d'un doctorat en psychopathologie fondamentale et psychanalyse de l'Université Paris 7. Elle est l'auteur d'un ouvrage sur la psychanalyse américaine, publié aux PUF (dans la collection *Que sais-je ?*) et d'articles sur les aspects éthiques des questions épistémologiques, sur le droit à l'égalité, les droits de la personne et l'exclusion sociale.

Rachel VANNEUVILLE. Politiste, chargée de recherche au Ceraps-Cnrs.

Ses travaux portent sur la genèse et les usages sociaux des savoirs et pratiques de gouvernement, et s'attachent plus particulièrement à analyser le rôle du droit et de ses professionnels dans la régulation politique et sociale contemporaine.

Spécial colloque

Coordination : Dominique Glaymann (glaymann@univ-paris12.fr)

Mise en pages : Marie-Odile Rosier (rosier@univ-paris12.fr)

Mise en ligne : Christophe Carrière (carrière@univ-paris12.fr)

Prochain n° de **LARGOTEC'INFOS** en mars 2008

Vous trouverez d'autres informations sur le Largotec sur le site de l'Université Paris XII à l'adresse suivante : **<http://www.univ-paris12.fr/largotec/>**